

MENACE TERRORISTE : COMMENT AMELIORER LA RESILIENCE DE LA POPULATION ?



©Olivier Arandel/LeParisien/ppp



L'ÉDITO DU PRÉSIDENT

Chers lecteurs,

La série d'attentats islamistes qui frappe notre pays depuis plusieurs années met en exergue la nécessité cruciale d'améliorer notre capacité d'adaptation. C'est tout particulièrement vrai pour ce qui est de sauver des vies, entre la commission d'un attentat et l'arrivée des secours.

Si l'organisation des services d'urgence reste naturellement du ressort de la puissance publique, cette prise de conscience est l'affaire de tous, car les secours ne peuvent évidemment pas intervenir instantanément, à plus forte raison dans une situation dégradée (attaque de grande ampleur et/ou attaques multiples).

Le délai d'intervention des secours en situation « normale » est en moyenne de 13 minutes, or une hémorragie tue en 2 minutes. Le rôle des primo-intervenants non professionnels est donc primordial. Mais à ce jour, seuls 20% des Français ont été formés aux gestes qui sauvent.

Au-delà du terrorisme, l'implication de nos compatriotes sur ces questions renforcera la capacité à aider en cas d'accident et, plus largement, renforcera la solidarité et la fraternité au sein de notre société. Ce ne sera pas la moindre de ses vertus.

Bonne lecture à tous !

Thibault de MONTBRIAL
Président du CRSI

LES CHIFFRES DU MOIS



Depuis janvier 2015, les principales attaques terroristes ont fait **901 blessés** physiques en France.



20% des Français ont été formés aux gestes qui sauvent.



13 minutes, c'est le délai moyen d'intervention des secours d'urgence entre le décroché de l'opérateur et l'arrivée sur le site.

EN BREF



300.000 étrangers seraient actuellement en situation irrégulière en France d'après Gérard Collomb.

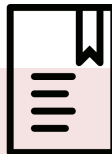
19.375 personnes radicalisées en France sont recensées au FSPRT (Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste).



15% des inscrits au FSPRT sont des étrangers selon la Ministre Jacqueline Gourault.



Environ **60 fonctionnaires radicalisés** (dont des policiers et gendarmes) sont inscrits au FSPRT. (Source : BFMTV)



En commission parlementaire :

En janvier 2017, un rapport rédigé par MM. Georges FENECH et Sébastien PIETRASANTA a dressé le bilan des « 40 propositions pour améliorer la résilience des forces de l'ordre et de secours » du rapport de juillet 2016 relatif « aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme depuis le 7 janvier 2015 ». 9 propositions sur 40 étaient réalisées en janvier 2017, dont :

- La constitution de colonnes d'extraction des victimes ;
- L'organisation d'une grande campagne des gestes qui sauvent ;
- Le lancement d'une réflexion sur la sécurisation des accès des équipements scolaires et de petite enfance.

9 autres propositions étaient en cours d'élaboration, et 12 n'avaient pas été retenues.

Action proposée aux pouvoirs publics :

Le 8 février 2017, Madame Françoise RUDETZKI, membre du Conseil économique, social et environnemental et membre du conseil d'administration du FGTI, a remis au Président de la République François HOLLANDE ainsi qu'à Juliette MEADEL, secrétaire d'Etat à l'Aide aux victimes, un rapport sur la création d'un centre de ressources et d'expertise sur la résilience.

Le rapport PELLOUX - FAURE :

Le 20 avril 2017, Patrick PELLOUX, président de l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France (AMUHF) et Eric FAURE, président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF), ont remis un rapport sur « la généralisation au plus grand nombre de nos concitoyens de la formation aux gestes qui sauvent ». Les rapporteurs du texte déplorent que « le taux de formation de la population française soit parmi les plus bas du monde » et se sont fixés « un objectif de formation de 80% de la population ». Plusieurs propositions ont été formulées pour atteindre cet objectif :

- Proposer dans un premier temps des sessions courtes de formation de 2 heures car la formation actuellement la plus développée (le PSC1) est « souvent jugée trop longue par la population » (7h).
- Créer un continuum de formation « être acteur de ma sécurité et de celle des autres » tout au long de la vie entre la maternelle (module simple), l'école primaire (module APS), le collège (formation PSC1) et le lycée (initiation aux gestes qui sauvent), ainsi qu'à « certains moments clefs de la vie adulte, comme lors du passage du permis de conduire, la recherche d'emploi, la parentalité [...] » ;
- Rendre obligatoire la formation PSC1 (ou SST ou AFGSU 1) à la fonction publique d'Etat, hospitalière et territoriale, les volontaires en service civique, les professions et métiers en lien avec des mineurs ou des personnes âgées, ainsi que pour les professionnels de la route ;
- « Pour les citoyens prenant à leur charge le coût d'une formation PSC1, intégrer cette charge dans la rubrique des charges déductibles au titre de l'impôt sur le revenu ou inscrire ce coût dans la rubrique crédit d'impôt. »
- Développer à d'autres villes le plan d'action « Paris qui sauve » qui consiste en la formation de 10 000 parisiens/ an au PSC1, en l'installation de défibrillateurs, ainsi qu'en la prévention du psychotraumatisme.

Un exemple d'initiative au sein de l'Education nationale :

A Malestroit (Morbihan) Lionel DANION, professeur au lycée Jean-Quinnec, sergent-chef parmi les sapeurs-pompiers volontaires, et instructeur de secourisme à Questembert a mis en place une formation destinée aux élèves en bac professionnel « Services aux personnes et aux territoires » (Sapat) afin de renforcer les compétences de ses élèves qui seront amenés à travailler à domicile, dans les services hospitaliers et en Etablissement d'hébergement. Sur 340 heures de cours, 80 seront assurés par les sapeurs-pompiers du Morbihan afin de sensibiliser les élèves aux risques incendie mais aussi aux gestes qui sauvent ainsi qu'à l'établissement d'un bilan médico-secouristes.

Le CRSI a rencontré Olivier de BAVINCHOVE, vice-président du Groupe RIVOLIER dont il nous a présenté la dernière innovation : le kit Haltémo, qui a notamment vocation à être prépositionné dans les lieux qui accueillent du public.



Mon Général, pouvez-vous nous résumer votre parcours ?

Saint-Cyrien, j'ai commandé le 1^{er} Régiment de Hussards Parachutistes. Nommé à la tête du corps de réaction rapide Européen en 2011 (EUROCORPS), j'ai assumé les responsabilités de Chef d'Etat-major général de l'ISAF (Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan) de 2011 à 2013, tout en exerçant également le commandement des éléments français déployés sur ce théâtre d'opérations particulièrement instable.

En 2014, j'ai rejoint le groupe familial RIVOLIER, opérateur industriel installé depuis 1830 à St Etienne. Avec un dynamisme remarquable RIVOLIER, au travers de son Département Sécurité Défense, entretient des liens très forts avec les forces armées et de sécurité, traitant de ces questions et y a recruté d'ailleurs des cadres et des opérateurs expérimentés. Notre expertise est reconnue dans l'équipement individuel du combattant, du policier ou du Gendarme, ainsi que dans tous les matériels de déminage (EOD/IED) et le sauvetage au combat. Nous avons également développé un département Export afin d'apporter des solutions simples et utiles aux pays amis et alliés qui en expriment le besoin.

Votre société propose un nouveau produit qui contribue directement à la sécurité des Français, pouvez-vous nous le présenter ?

Fort de notre connaissance des besoins du combattant en matière de premiers secours, nous avons développé Haltémo, une gamme de kits de contrôle hémorragique permettant la prise en charge simultanée de 4 ou 8 victimes.

“ **Nous avons conçu Haltémo pour permettre à de simples citoyens de porter secours aux victimes d'hémorragies sévères. Haltémo permet donc d'agir, et d'agir vite.**

Général Olivier de BAVINCHOVE, vice-président du Groupe RIVOLIER



Ces kits sont destinés à équiper les lieux accueillant du public, un peu à l'image des défibrillateurs désormais présents partout. L'hémorragie non contrôlée est la principale cause de décès évitables chez les victimes de trauma sévère : seul un contrôle rapide du saignement permet d'empêcher la mort de la victime, laquelle surviendrait sinon en moins de 10 minutes. Les kits Haltémo contiennent des garrots et des pansements compressifs qui permettent d'améliorer très significativement le pronostic vital des patients : en Irak et en Afghanistan, les garrots ont sauvé plus de 10 000 vies. Or, nous le savons bien, les services de secours peuvent parfois être retardés par l'isolement de la victime, ou même empêchés d'intervenir par un événement tragique toujours en cours. Pour un témoin, pas d'autre choix que d'agir. Nous avons conçu Haltémo pour permettre à de simples citoyens de porter secours aux victimes d'hémorragies sévères. Haltémo permet donc d'agir, et d'agir vite.

Selon vous, comment ce produit contribue-t-il à la résilience au sein de la communauté nationale ?

Les attaques terroristes qui ont frappé la France depuis 2015 ont conduit de nombreux concitoyens à se former aux premiers secours. Le nombre de participants aux formations de premiers secours PSC1 ou sessions « Gestes qui sauvent » a très fortement augmenté depuis deux ans. Les Français veulent pouvoir agir en cas de circonstance dramatique. Depuis janvier 2017, le programme du PSC1 inclut d'ailleurs la pose du garrot. En revanche, trop peu de citoyens-secouristes disposent sur eux du matériel nécessaire à stopper une hémorragie en cas d'urgence. Haltémo les met donc en mesure d'agir. La composition de nos kits a été définie en fonction des compétences élémentaires acquises lors des formations officielles de premiers secours. Des théâtres d'opérations extérieures sur laquelle la France est engagée jusqu'aux cibles susceptibles d'être frappées sur le territoire national, la menace ne connaît pas de frontière. Haltémo contribue à déployer au sein de la communauté nationale une prise de conscience et une capacité d'action. Surtout, Haltémo peut sauver des vies.



UNE INITIATIVE DE LA BSPP : *Le citoyen, premier acteur du secours*

Après le 13 novembre 2015, la **brigade de sapeurs-pompiers de Paris** (BSPP) a initié une démarche validée par la préfecture de police puis reprise par le ministère de l'intérieur et soutenue par la mairie de Paris afin que, dès le milieu du mois de janvier 2016, des séances de sensibilisation de la population aux gestes qui sauvent puissent être mises en place dans les centres de secours parisiens et de la petite couronne.



“ **La violence des attaques terroristes du 13 novembre 2015 sur Paris, comme à Saint-Denis, a suscité la mobilisation d'un grand nombre de témoins qui, spontanément, se sont rapprochés des sapeurs-pompiers de Paris présents sur les lieux afin de leur apporter leur concours. Certains avaient déjà des rudiments de secourisme, d'autres nous ont simplement demandé « comment peut-on vous aider? », puis ils ont fait ce que nous leur avons indiqué : des gestes simples mais salvateurs en de telles circonstances. »**

Général Jean-Claude GALLET, Commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris



UNE INITIATIVE DE LA FEDERATION NATIONALE DES SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE (FNSPF) ET DE SCIENCES PO PARIS



Patrick Hertgen est le responsable d'un projet collectif confié à des étudiants de Sciences Po Paris ; il a accepté de répondre à nos questions.

Patrick HERTGEN

Médecin-colonel, Médecin urgentiste, Médecin-chef des sapeurs-pompiers du Nord, Vice-président de la fédération nationale des sapeurs-pompiers de France

Vous êtes le responsable pédagogique d'un projet collectif destiné à améliorer la résilience de la population face à la menace terroriste, confié à des étudiants de Sciences Po Paris. En quoi consiste ce projet ?

Alors que la menace terroriste est désormais inscrite dans le paysage français et que 20 000 personnes décèdent chaque année en France d'un accident de la vie courante, on estime que 20% seulement de la population a été formée aux gestes de secours. Le 6 octobre dernier, le Président de la République a souhaité que 80% de la population soit formé aux gestes qui sauvent. A partir notamment du rapport Pelloux-Faure d'avril 2017, les étudiants du projet collectif réalisent une revue des politiques publiques concernées et identifient les enjeux juridiques des mesures préconisées afin de parvenir à ce résultat.

Le retour d'expérience de la nuit du 13 novembre a-t-il conduit à une réorganisation des protocoles des services au niveau national ?

Les attentats du 13 novembre 2015 ont amené les services de secours et de sécurité à faire considérablement évoluer leurs procédures opérationnelles de manière à fonctionner de manière simultanée et coordonnée, et non plus de manière juxtaposée. L'enseignement à la prise en charge d'urgence aux victimes d'explosions et de plaies balistiques a été renforcé auprès des sapeurs-pompiers, des SMUR, des hôpitaux et de tous les acteurs des secours. En outre, les procédures habituelles d'orientation individuelle des victimes vers l'hôpital de destination, qui ont été totalement dépassées ce soir-là, laissent la place dans ces circonstances à une orientation prédéterminée des flux de patients. Ces nouvelles modalités d'action figurent dans des circulaires interministérielles applicables par l'ensemble des services concernés.

Quelles seraient selon vous les solutions simples et efficaces à mettre en œuvre pour améliorer la résilience de la population face au risque d'attentats sur notre territoire ?

La formation du maximum de personnes aux gestes qui sauvent est une étape fondamentale pour la résilience de la population en cas d'attentats. L'information de la population sur les comportements à adopter en cas d'attaque (fuir - se cacher - alerter) est également une façon de limiter les conséquences des attentats.

Comment et où se former aux gestes qui sauvent ?



© Le Publicateur Libre

FORMATIONS PRÈS DE CHEZ VOUS



PSC1 Prévention et secours civiques de niveau 1 (7h), 60 euros, dispensée par les associations « agréées de sécurité civile » (AASC) et par l'Education nationale.



Contactez l'union départementale de sapeurs-pompiers (UDSP) la plus proche de chez vous : <http://www.pompiers.fr/annuaire-des-contacts>

OU

Contactez une AASC : la Croix-Rouge française, la Fédération nationale de Protection civile, etc.



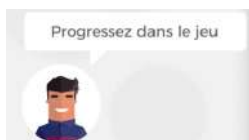
En région parisienne, la BSPP vous propose de suivre une initiation gratuite aux gestes de premiers secours d'une durée de 2 heures chaque samedi. Pour vous inscrire, rendez-vous sur : le site :

<https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr/Nousconnaitre/Actualites/Prevention/Devenez-acteur-initiez-vous-aux-premiers-secours>

FORMATIONS À DISTANCE



L'association Protection civile propose une formation à distance au PSC1 : <http://www.protection-civile.org/formez-vous-%C3%A0-distance/psc1-e-learning>



Apprenez à sauver des vies en jouant en ligne sur : <http://www.pompiers.fr/actualites/sauvequiveutfr-un-jeu-en-ligne-qui-peut-sauver-des-vies-en-vrai>, un jeu créé par les sapeurs-pompiers de France.

LES GESTES QUI SAUVENT LES REFLEXES QUI PROTEGENT *au quotidien*

ADAPTER SON COMPORTEMENT DANS L'ESPACE PUBLIC :

DANS LA RUE

- Soyez attentif à votre environnement visuel et auditif : évitez les écouteurs aux deux oreilles ; ne restez pas les yeux rivés sur votre Smartphone.
- Fiez-vous à votre instinct : si vous ne « sentez » pas une situation, quittez les lieux (changez de trottoir, de wagon...).
- Evitez d'exhiber des signes ostentatoires de richesse ou d'appartenance religieuse.

DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN ET LIEUX PUBLICS

- Restez dans la mesure du possible dos au mur, évitez le bord des quais ;
- Faites attention à vos effets personnels ;
- Repérez les issues de secours (au restaurant, au cinéma, etc.) et les matériels de sécurité (extincteurs, défibrillateurs, etc.) ;
- En cas de mouvement de foule : ne résistez pas, mais décalez-vous vers les côtés pour sortir de la foule au plus vite.

COMMENT REAGIR ... :

INDIVIDU(S) ARMÉ(S) DANS LA RUE OU DANS UN LIEU PUBLIC

- Si possible, fuyez à l'opposé des tirs ;
- Mettez-vous à l'abri dans un bâtiment (magasin, restaurant, hall d'immeuble, etc.) ; verrouillez les accès extérieurs et barricadez-les (à l'aide de meubles par exemple) ;
- Faites-vous discrets : éteignez les lumières, téléphone en mode silencieux et non pas vibreur, éloignez-vous des portes et fenêtres, allongez-vous au sol ;
- Utilisez l'application gouvernementale SAIP (Service d'aide et d'information aux populations) ou les sites officiels pour être informé en temps réel ;
- Attendez les consignes des forces d'intervention pour évacuer.

INDIVIDU(S) ARMÉ(S) À L'INTERIEUR D'UN BATIMENT

- Si possible, fuyez à l'opposé des tirs ;
- A défaut, confinez-vous et soyez discrets (cf. ci-dessus) ;
- A défaut, si la confrontation est inéluctable, ne subissez pas : utilisez votre environnement et le cas échéant le nombre pour vous défendre ;
- Les forces de l'ordre ignorant qui est qui, obéissez aux instructions sans discussion ni agitation.

ALERTE TELEPHONIQUE A LA BOMBE, COLIS SUSPECT

- Lorsqu'une consigne d'évacuation est donnée, sortez immédiatement, même si vous ne remarquez pas d'anomalie ;
- Dirigez-vous vers les sorties les plus proches dans le calme, ne revenez pas en arrière sans y avoir été invité, n'utilisez pas les ascenseurs ;
- S'il existe, rejoignez le lieu de rassemblement et attendez la fin de l'alerte.

EN CAS D'EXPLOSION

- Jetez-vous au sol, dos à l'explosion, mains sur les oreilles et bouche ouverte. L'onde de choc parcourt environ 340 mètres par seconde ;
- Restez au sol (gare aux projections et chutes d'objets et de verre).



LES NUMEROS D'URGENCE



Police : **17** Pompiers : **18** SAMU : **15**

Numéro d'urgence européen : **112** Par SMS : **114**

Stop djihadisme : **0 800 005 696** Numéro d'alerte SNCF : **3117** et **31177** par SMS

Au téléphone, indiquez votre nom, l'adresse et l'accès pour parvenir aux victimes, le nombre de victimes, l'état de(s) la victime(s). Ne raccrochez jamais en premier.



L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITE DE LA SECURITE INTERIEURE ET DU TERRORISME EN NOVEMBRE

Le **1^{er} novembre** voit la fin de l'état d'urgence, en vigueur depuis le 14 novembre 2015.

Au **1^{er} novembre**, le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme a versé 64 millions d'euros à 2.579 victimes des attentats du 13 novembre 2015 dont 1.218 victimes blessées psychologiquement, 576 blessées physiquement et 758 proches des victimes décédées.

Le **4 novembre**, Abdelkader Merah est condamné à 20 ans de prison par la cour d'assises spéciale de Paris pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, mais acquitté de la complicité des crimes de son frère Mohammed. Le Parquet général a fait appel de cette décision.

Le **6 novembre**, 10 personnes radicalisées (dont un imam) sont arrêtées en France et en Suisse dans le cadre d'une enquête antiterroriste. Le groupe s'était formé grâce aux réseaux sociaux.

Le **8 novembre**, l'Observatoire national de la délinquance et de la répression pénale (ONDRP) publie une étude selon laquelle le nombre de vols à main armée a diminué de 24% entre 2015 et 2016. Entre 2009 et 2016, ce nombre a baissé de 60%.

Le **8 novembre**, l'armée syrienne et ses alliés reprennent la dernière ville syrienne encore aux mains de l'Etat islamique, Abou Kamal.

Le **8 novembre**, la une de *Charlie Hebdo* représentant une caricature d'Edwy Plenel accompagnée de la légende « *Affaire Ramadan, Mediapart révèle : "on ne savait pas"* » réouvre le débat sur la laïcité. Pour Edwy Plenel, la « *une* » de Mediapart « *fait partie d'une campagne plus générale* » qui s'inscrit dans une « *obsession : la guerre aux musulmans, la diabolisation de tout ce qui concerne l'islam et les musulmans* » (France info).

Le **10 novembre** à Blagnac, Abdellah B., 28 ans, qui s'est dit « *en mission* » lors de son interpellation, renverse volontairement en voiture et blesse 3 étudiants. L'homme est connu des services de police pour des faits de droit commun. Une enquête est ouverte pour « *tentative d'assassinats* » et confiée au SRPJ de Toulouse.

Le **15 novembre**, la Fédération nationale des sapeurs-pompiers annonce une hausse de 17,6% des agressions à l'encontre des sapeurs-pompiers en 2016 par rapport à 2015.

Le **15 novembre**, Riss (*Charlie Hebdo*) écrit dans son éditorial à propos de la phrase d'Edwy Plenel du 8 novembre : « *cette phrase nous ne la pardonnerons jamais, car en la prononçant Plenel condamne à mort une deuxième fois Charlie Hebdo* ».

Le **15 novembre**, en Eure et Loire, 39 armes de guerre dont 2 lance-roquettes M80 chargés, 2 kalachnikovs, 10 armes de poings, 22 armes longues, et 80 kg de munitions sont saisis dans le cadre d'une enquête visant le grand-banditisme.

Le **16 novembre**, les prières de rue sont interdites à Clichy-la-Garenne.

Le **18 novembre**, un gardien de la paix tue trois personnes et en blesse trois autres, avant de se suicider à Sarcelles.

Le **19 novembre**, le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb annonce sur France inter que les policiers demeureront armés hors service.

Le **20 novembre** est signée la charte d'engagements réciproques entre l'Ordre des avocats de Paris et la Garde Nationale, adoptée lors du Conseil de l'Ordre du mardi 14 novembre. L'objectif principal est de faciliter l'engagement des avocats parisiens dans les réserves.

Le **27 novembre**, un exercice antiterroriste majeur se déroule au Château de Versailles. 600 personnels mobilisés, dont GIGN, RAID, BRI, CRS, police, gendarmerie et Sentinelle.

Le **28 novembre** vers 6h20, 22 militants de Greenpeace s'introduisent sur le site de la centrale nucléaire de Cruas-Meysses (Ardèche). Ils sont interpellés et seront jugés le 1^{er} février 2018 à Privas, ainsi que l'association Greenpeace.

Et aussi : Depuis l'interpellation le 7 novembre d'un homme de 27 ans, des émeutes ont lieu régulièrement durant la nuit dans le quartier des Peintres-Médecins du Val-Fourré, une cité de 20 000 habitants située dans l'ouest de Mantes-la-Jolie (Yvelines).

RETOUR SUR LES ACTIVITES DE NOVEMBRE DU CRSI



Le **9 novembre**, le président du CRSI est intervenu lors du colloque organisé aux Invalides par le Centre de Recherche des Ecoles de St Cyr Coëtquidan.



Le **14 novembre**, rencontre avec le Colonel Laurent PHELIP, Chef de Corps du GIGN.



Forum on Islamic Radicalism and Management

Le Radicalisme Islamique sur le lieu de travail

Le **16 novembre**, intervention du président du CRSI dans le cadre d'une conférence sur « *le radicalisme sur le lieu de travail* » au Cercle National des Armées.



Retrouvez toute notre actualité sur :



@CRSI_Paris



**Abonnez-vous à notre Newsletter, adhérez
& soutenez notre action :**



www.crsi-paris.fr



sec@crsi-paris.fr

